

1
bureau
coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 23 avril 1953, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux engagements et rengagements à la gendarmerie", a donné le 12 mai 1953 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e April 1953 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de dienstnemeningen en wederdienstnemeningen bij de rijkswacht", heeft de 12e Mei 1953 het volgend advies gegeven :

I.

L'article 1er, § 1er, 3°, du projet dispose que, pour être admis à contracter un engagement à la gendarmerie, le candidat doit : "avoir effectué le terme de service actif prévu par la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service ou en avoir été exonéré; ne pas en avoir été exempté pour cause physique".

Par les mots "en avoir été exonéré", cet article entend couvrir tous les cas où des jeunes gens n'ont pas été tenus d'effectuer leur terme de service pour d'autres raisons que des raisons physiques, soit en application des lois sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnées par l'arrêté royal du 15 février 1937, soit en application de la loi du 15 juin 1951 qui a remplacé la précédente.

Cette formule ne paraît pas cependant suffisamment générale lorsque l'on sait que l'article 1er de la loi du 15 juin 1951 définit la dispense comme étant "l'exonération du service actif en temps de paix accordée pour cause morale quel que soit le nombre de miliciens à incorporer".

Pour qu'aucun doute ne subsiste quant à l'application de l'article 1er, § 1er, 3°, du projet, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il y a lieu de remplacer les mots: "ou en avoir été exonéré; ne pas en avoir été exempté pour cause physique" par les mots : "ou n'avoir pas été tenu de l'effectuer pour toute autre cause que pour cause physique".

II.

Il résulte de l'article 1er, § 1er, 3°, du projet que, pour être admis à contracter un engagement à la gendarmerie, le candidat doit avoir accompli le terme de service actif prévu par la loi sur la milice ou en avoir été exonéré sauf pour des raisons physiques. Toutefois, le même article, dans son § 2, 2°, apporte une exception à ce principe en faveur du candidat qui a satisfait soit à l'examen d'entrée à l'Ecole royale militaire, soit à l'épreuve littéraire et scientifique de l'examen de sous-lieutenant élève par la voie du cadre.

Il ressort de cette disposition que le projet considère comme service militaire au sens de la loi sur la milice, les services effectués à la gendarmerie par ces catégories d'engagés; il leur rend par conséquent applicable le chapitre VIII de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, et notamment l'article 83 qui oblige le militaire dont l'engagement est résilié à accomplir son terme de milice.

Cette disposition du projet ne peut être critiquée puisque celui-ci est pris en exécution des arrêtés du Prince Souverain des 26 octobre 1814 et 30 janvier 1815. Toutefois, le Parlement étant saisi d'un projet de loi sur la gendarmerie et d'un projet de loi portant statut du personnel subalterne de ce corps, le Conseil d'Etat est d'avis que l'article 1er, § 2, 2°, devrait trouver également sa place dans un de ces deux projets de loi.

III.

L'article 1er, § 4, dispose que la limite d'âge maximum pour être admis à contracter un engagement à la gendarmerie est portée de 30 à 35 ans dans un certain nombre de cas. Le projet octroie le bénéfice de cette disposition aux personnes qui peuvent être inscrites, pour l'admission aux emplois dans les services publics, sur une des quatre premières listes fixées par l'article 2 de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, sauf aux personnes visées aux 1° et 2° de la première liste et au Pde la deuxième liste.

Si le Gouvernement entend accorder aux candidats qui désirent s'engager à la gendarmerie les avantages qui sont accordés au point de vue de la fixation de la limite d'âge maximum par cette loi aux candidats aux emplois dans les services publics, les dispositions de l'article 1er, § 4, a, i, ii, iii, doivent être omises, l'article 8 des lois susdites n'accordant pas de relèvement de limite d'âge à ces catégories de candidats.

+

+ +

Comme le Gouvernement désire uniquement prévoir un relèvement de limite d'âge pour certaines catégories de personnes, l'énumération qu'il dresse dans l'article 1er, § 4, du projet peut être simplifiée; une partie du littéra b, le littéra c et le littéra d, i, peuvent être fusionnés dans une formule générale.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte de cette observation.

+

+ +

.../...

Cet article 1er, § 4, dispose que vont bénéficier du relèvement de la limite d'âge notamment "le prisonnier politique et le Belge qui sans être mobilisés ont accompli au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel". Il ne suffit donc pas d'être prisonnier politique, mais il faut, en outre, avoir accompli des actes de dévouement civique exceptionnel, alors que le même article accorde le même relèvement aux réfractaires au travail et aux déportés pour effectuer du travail obligatoire sans exiger d'eux autre chose que la reconnaissance de cette qualité.

Si le Gouvernement entend prendre une disposition identique à celle de la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, il ne peut exiger du prisonnier politique plus que ce qu'elle exige; dans cette loi, en effet, la qualité de prisonnier politique suffit pour être inscrit sur la deuxième liste.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond à cette observation.

IV.

L'article 5, § 1er, 3°, dispose que le Ministre de la Défense nationale détermine "le grade avec lequel le candidat est admis ou réadmis à la gendarmerie".

Le Conseil d'Etat est d'avis que les articles 118, 120 et 124 de la Constitution rendent pareille délégation difficile.

Le Gouvernement l'a compris qui, dans le projet de loi portant statut du personnel subalterne de la gendarmerie, a prévu, en son article 3, les grades avec lesquels les candidats seraient admis; toutefois, il a omis de fixer les grades dont seront revêtus les anciens membres du personnel subalterne qui signent un rengagement.

Avant que ce statut ne soit voté par le Parlement, il y aurait lieu d'insérer dans le présent projet un article reprenant la disposition de l'article 3 du projet de loi et la complétant par une disposition relative aux anciens membres du personnel subalterne. Le Conseil d'Etat propose un texte qui tient compte des intentions du Gouvernement.

Il est d'avis que l'article 3 du projet de loi portant statut du personnel subalterne de la gendarmerie devrait être complété en prévoyant l'hypothèse du rengagement d'anciens membres du personnel subalterne.

OBSERVATIONS CONCERNANT LES ANNEXES.

Annexe I.

"Tableau des maladies et infirmités qui entraînent l'inaptitude à l'engagement au corps de gendarmerie".

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'est pas nécessaire de reproduire la totalité du tableau; il suffit de se référer à l'annexe I de l'arrêté royal du 3 septembre 1952 et de ne publier que les dispositions qui en diffèrent. Sous cette réserve, l'annexe I appelle les observations suivantes:

I. Manque de concordance entre les deux textes.

La phrase commençant par les mots : "Ils ne peuvent au moment ...", qui fait partie de l'alinéa 1er des remarques générales, serait mieux à sa place entre le deuxième et le troisième alinéa.

Au n° 8 du texte français, il y a lieu de placer une virgule après "de la conjonctive".

Au n° 31 du texte français des instructions complémentaires, il faut écrire "160 mm" au lieu de "16 mm", et les mots : "le maximum et le minimum" au lieu des mots : "le maxima et le minima".

Au n° 32 du texte néerlandais, les mots "Volumineuse en" doivent être omis.

Au n° 42, in fine, du texte français des instructions complémentaires, il y a lieu d'ajouter "etc." après "bursites".

Au n° 43 du texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "Anatomisch of onherstelbaar functioneel verlies van ...". Au même numéro du texte français, il convient de supprimer la virgule avant et après "irréremédiable".

Au n° 44, alinéa 2, il a lieu de remplacer "verlies" par "gemis". A l'alinéa 3, il y a lieu d'écrire : "volledig verlies of verlies van twee vingerleden van een der drie laatste vingeren der rechterhand".

Au n° 53 du texte néerlandais des instructions complémentaires, il y a lieu d'omettre les mots "ten zeerste".

Dans le texte français, il serait souhaitable de remplacer "compromettant" par "gênant".

Au n° 59 du texte néerlandais, il y a lieu d'insérer après "leukaemie" le mot "lymphademie".

II. Observations de pure forme.

Au n° 4 du texte néerlandais, il faut écrire "imbeciliteit".

Dans l'instruction se rapportant au même numéro, il y a lieu d'écrire "welke ook de duur er van geweest is".

Au n° 33 du texte français des instructions complémentaires, il faut écrire "... malgré l'exercice d'un métier fatigant".

Au n° 62 du texte français des instructions complémentaires, il faut remplacer l'adjectif "musculaire" par le substantif "musculature".

Annexe II.

Dans les "Instructions" qui constituent le verso de l'annexe II, il faut lire à la dernière ligne du (1) : "22 des dites lois" au lieu de "32 des dites lois".

TEXTE PROPOSE.ARRETE ROYAL RELATIF AUX ENGAGEMENTS ET RENGAGEMENTS
A LA GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'arrêté du Prince souverain du 26 octobre 1814 établissant un corps de maréchaussée;

Vu l'arrêté du Prince souverain du 30 janvier 1815 portant règlement sur la police, la discipline et le service de la maréchaussée;

Vu l'arrêté du Gouvernement provisoire du 26 décembre 1830, notamment l'article 8;

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier. DES CONDITIONS D'ENGAGEMENT ET DE
RENGAGEMENT.

Article 1er.-

Pour être admis à contracter un engagement, le candidat doit :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé de 21 ans au moins et de 30 ans au plus;
- 3° avoir effectué le terme de service actif ou n'avoir pas été tenu de l'effectuer pour toute autre cause que pour cause physique;
- 4° être exempt de maladies ou d'infirmités mentionnées au tableau formant l'annexe I du présent arrêté;
- 5° avoir satisfait à un examen d'admission comprenant des épreuves physiques, scientifiques et psychotechniques dont le programme et les modalités sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale;
- 6° être d'une conduite et d'une moralité exemptes de reproches, posséder l'honorabilité exigée d'un membre de la gendarmerie et appartenir à un milieu honorable et bien considéré;
- 7° éventuellement, servir ou avoir servi comme militaire à l'entière satisfaction de ses chefs.

Article 2.-

§ 1er. Par dérogation à l'article 1er, 2°, la limite d'âge maximum est fixée à 25 ans pour le candidat célibataire qui n'a pas effectivement accompli un terme de service actif au moins égal à celui imposé aux miliciens de sa classe, ainsi que pour le candidat marié.

§ 2. Par dérogation à l'article 1er, 2°, la limite d'âge maximum est fixée à 35 ans pour :

1° l'enfant mineur au 10 mai 1940 :

- a) d'un militaire belge ou d'un résistant tué au cours des opérations de guerre ou qui est mort à la suite soit de blessures reçues à l'ennemi, soit de maladies contractées ou aggravées du fait du service militaire pendant la guerre;
- b) d'un Belge qui a été exécuté par l'ennemi, d'un prisonnier de guerre, d'un prisonnier politique ou d'un déporté mort au cours ou à la suite de son internement ou de sa déportation;
- c) d'un Belge qui, en raison de son attitude patriotique, a été assassiné par des partisans ou des agents de l'ennemi;

2° le Belge qui a fait, entre le 27 août 1939 et le 8 mai 1945, du service à l'armée ou dans une des forces alliées;

3° le membre de la résistance;

4° le prisonnier politique;

5° le Belge qui, sans être mobilisé, a accompli au cours de la guerre des actes reconnus de dévouement civique exceptionnel;

6° le réfractaire au travail;

7° le Belge qui a été déporté pour effectuer du travail obligatoire.

Article 3.-

Lorsqu'en vertu de dispositions légales ou réglementaires particulières l'engagement est autorisé avant l'âge de 21 ans, le candidat doit fournir, au moment de l'engagement, un certificat dont le modèle forme l'annexe II du présent arrêté et qui lui est délivré par le bourgmestre.

Ce certificat ne peut porter une date antérieure de deux mois à celle de sa présentation.

S'il y a lieu, le bourgmestre délivre à l'intéressé une déclaration relatant les circonstances qui justifient l'absence d'intervention du père ou de la mère non décédé.

Article 4.-

Par dérogation à l'article 1er, 3°, le candidat peut s'engager, sans avoir effectué son terme de service actif ou en avoir été dispensé pour cause morale, dès qu'il a satisfait à l'examen d'entrée à l'Ecole royale militaire ou à l'épreuve littéraire et scientifique de l'examen de sous-lieutenant élève par la voie du cadre.

Article 5.-

Pour être admis à contracter un engagement comme maréchal ferrant, le candidat doit :

1° réunir les conditions fixées à l'article 1er, 1°, 3°, 4°, 6° et 7°;

2° être âgé de 21 ans au moins et de 35 ans au plus;

- 3° satisfaire à une épreuve professionnelle d'admission dont le programme et les modalités sont déterminés par le Ministre de la Défense nationale;
- 4° posséder un diplôme de maréchal ferrant délivré par une école de maréchalerie agréée par l'Etat.

Article 6.-

Pour être admis à contracter un rengagement, le membre du personnel subalterne de la gendarmerie en activité de service doit :

- 1° réunir les conditions fixées à l'article 1er, 1° et 6°;
- 2° servir à l'entière satisfaction de ses chefs.

Article 7.-

Pour être admis à contracter un rengagement, l'ancien membre du personnel subalterne de la gendarmerie doit :

- 1° réunir les conditions fixées à l'article 1er, 1°, 3°, 4° et 6°;
- 2° être âgé de 35 ans au plus;
- 3° avoir servi à l'entière satisfaction de ses chefs de la gendarmerie.

Article 8.-

Les anciens membres du personnel subalterne de la gendarmerie et des forces armées admis à la pension d'ancienneté ou licenciés par réforme ne sont plus admis à signer un acte d'engagement ou de rengagement.

Article 9.-

§ 1er. Les candidats qui s'engagent sont admis en qualité de gendarme. Toutefois, les militaires ou anciens militaires qui ont été nommés sous-officiers dans les forces armées sont admis en qualité de maréchal des logis de 2ème classe ou de brigadier, suivant qu'ils ont ou non accompli au moins deux ans de service effectif depuis leur nomination de sous-officier.

§ 2. Les anciens membres du personnel subalterne de la gendarmerie autorisés à contracter un rengagement sont admis avec le grade dont ils étaient revêtus lors de leur envoi en congé illimité.

Ils prennent rang d'ancienneté dans ce grade à la date du jour de leur rengagement; toutefois, s'ils étaient candidats gradés d'élite ils sont classés à la suite des membres du personnel qui ont satisfait à l'examen de candidat gradé d'élite.

Article 10.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne les autorités de la gendarmerie qui acceptent les actes d'engagement et de rengagement.

Il détermine le modèle de ces actes et fixe la durée des engagements et rengagements.

Article 11.-

Préalablement à l'engagement d'un candidat ou au rengagement d'un ancien membre du personnel subalterne, le commandant de la gendarmerie fait procéder à une enquête au sujet de l'honorabilité, de la moralité et des antécédents du candidat et au sujet de l'honorabilité de sa famille.

CHAPITRE II. DES CONDITIONS DE RESILIATION.

Article 12.-

Le volontaire engagé avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans obtient du commandant de la gendarmerie la résiliation de son engagement, s'il en fait la demande écrite dans les trois mois de l'engagement.

Article 13.-

Pour autant que les nécessités de l'organisation de la gendarmerie le permettent, le Ministre de la Défense nationale peut résilier, à la demande des intéressés, leur engagement ou rengagement, dans les cas exceptionnels laissés à son appréciation.

Article 14.-

Le commandant de la gendarmerie résilie sans préavis l'engagement ou le rengagement dans les cas suivants :

- 1° perte de la qualité de Belge;
- 2° condamnation à une peine criminelle;
- 3° condamnation à une ou plusieurs peines correctionnelles prononcées par un ou plusieurs jugements ou arrêts, lorsque ces peines ne sont pas conditionnelles et lorsqu'elles atteignent ensemble :
 - a) trois mois d'emprisonnement du chef de délit contre la sûreté de l'Etat, vol, extorsion, abus de confiance, escroquerie, attentat à la pudeur, viol, infractions prévues par les articles 379 à 386 du Code pénal;
 - b) six mois d'emprisonnement du chef de toutes autres infractions aux lois pénales;
- 4° dégradation militaire;
- 5° privation du grade prononcée par un jugement;
- 6° interdiction, en tout ou en partie, à perpétuité ou à temps, des droits visés à l'article 123 sexies du Code pénal.

Article 15.-

§ 1er. Moyennant un préavis de trois mois, le commandant de la gendarmerie peut à tout moment résilier l'engagement ou le rengagement d'un membre du personnel subalterne :

- 1° dont la conduite ou la manière de servir est mauvaise;
- 2° dont il constate l'incapacité professionnelle;

- 3° dont le rendement est insuffisant;
- 4° qui manifeste des sentiments incompatibles avec l'état de membre de la gendarmerie;
- 5° qui ne remplit plus les conditions prévues à l'article 1er, 6°.

Toutefois, lorsque la résiliation concerne un sous-officier, elle est prononcée par le Ministre de la Défense nationale.

§ 2. Le délai de préavis peut être réduit ou supprimé par le Ministre de la Défense nationale, qu'il y ait ou non proposition du commandant de la gendarmerie, si le maintien de l'intéressé présente un danger pour la discipline ou la bonne marche du service.

§ 3. Le délai de préavis prend cours à l'expiration du mois durant lequel il est donné.

L'engagement ou le rengagement qui expire avant que le délai de préavis ne soit écoulé, est prorogé d'office jusqu'à la fin de ce délai.

Le membre du personnel subalterne dont l'engagement ou le rengagement est résilié peut renoncer par écrit au bénéfice du préavis.

Article 16.--

Le Ministre de la Défense nationale peut résilier l'engagement ou le rengagement dans les conditions et pour les motifs prévus aux articles 14 et 15.

Article 17.-

La non-admission au rengagement d'un membre du personnel subalterne est notifiée par le commandant de de la gendarmerie, trois mois au plus tard avant l'expiration de l'engagement ou du rengagement en cours.

Lorsque la non-admission concerne un sous-officier, la décision appartient au Ministre de la Défense nationale..

Article 18.-

En temps de guerre, les engagements et rengagements ne peuvent être résiliés.

Ils sont prorogés de plein droit jusqu'au jour fixé par le Ministre de la Défense nationale, et au plus tard jusqu'au jour fixé pour la remise de l'armée sur pied de paix.

Article 19.-

Le membre du personnel hors d'état de continuer à servir pour motif de santé et qui ne se trouve pas dans les conditions légales d'ancienneté pour pouvoir bénéficier d'une pension à ce titre, est licencié par réforme suivant la réglementation en vigueur.

Article 20.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale.

I.

Luidens artikel 1, § 1, 3°, van het ontwerp moet de candidaat, om een dienstverbintenis bij de rijkswacht aan te gaan, "de werkelijke diensttijd door de dienstplichtwet voorzien volbracht hebben of daarvan vrijgesteld zijn; daarvan niet ontslagen zijn op lichamelijke grond".

Met de woorden "daarvan vrijgesteld zijn", wil dit artikel voorzien in al de gevallen van jongelieden, die, vrijgelaten op andere dan lichamelijke gronden, hun dienstdiensttijd niet hebben moeten volbrengen hetzij bij toepassing van de wetten op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij koninklijk besluit van 15 Februari 1937, hetzij bij toepassing van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 die de vorige heeft vervangen.

Deze uitdrukking blijkt nochtans niet algemeen genoeg te zijn wanneer men ermede rekening houdt, dat artikel 1 van de wet van 15 Juni 1951 onder "vrijlating" verstaat "het vrijlaten van de werkelijke dienst in vrede, verleend op morele grond, afgezien van het aantal in te lijven dienstplichtigen".

De Raad van State is van advies dat, om geen twijfel betreffende de toepassing van artikel 1, § 1, 3°, van het ontwerp te laten bestaan, de woorden "of daarvan vrijgesteld zijn; daarvan niet ontslagen zijn op lichamelijke grond" te vervangen door de woorden "of op enige andere dan lichamelijke grond niet gehouden zijn geweest hem te volbrengen."

.../...

II.

Volgens artikel 1, § 1, 3°, van het ontwerp moet degene die een dienstverbintenis bij de rijkswacht wil aangaan, de bij de dienstplichtwet voorgeschreven werkelijke dienstdtijd hebben volbracht of er op andere dan lichamelijke gronden van vrijgesteld geweest zijn. Onder § 2, 2°, laat hetzelfde artikel evenwel een uitzondering op dit beginsel toe voor de candidaat die geslaagd is, hetzij voor het toelatingsexamen van de Koninklijke Militaire School, hetzij voor het letterkundig en wetenschappelijk examen van onderluitenant-leerling langs het kader.

Uit deze bepaling blijkt dat het ontwerp als militaire dienst in de zin van de dienstplichtwet aanmerkt, de dienst welke deze categorieën van dienstnemen bij de rijkswacht hebben volbracht; het verklaart bijgevolg op hen toepasselijk hoofdstuk VIII van de dienstplichtwet, van 15 Juni 1951, en namelijk artikel 83 dat aan de militair, wiens dienstverbintenis verbroken wordt, de verplichting oplegt zijn diensttermijn te voleinden.

Deze bepaling van het ontwerp kan geen aanleiding geven tot kritiek, aangezien het besluit wordt genomen ter uitvoering van de besluiten van de Souvereine Vorst van 26 October 1814 en 30 Januari 1815. Daar het Parlement evenwel een ontwerp van wet betreffende de rijkswacht en een ontwerp van wet betreffende het lager personeel van dit korps in behandeling heeft, is de Raad van State van advies dat artikel 1, § 2, 2°, eveneens in een van beide ontwerpen van wet moet worden opgenomen.

.../...

III.

Artikel 1, § 4, brengt de maximum leeftijd voor het aangaan van een dienstverbintenis bij de rijkswacht in een zeker aantal gevallen van 30 op 35 jaar. Het voordeel van deze bepaling genieten de personen die, om tot de betrekkingen bij de openbare besturen te worden toegelaten, kunnen ingeschreven worden op een der eerste vier lijsten bepaald bij artikel 2 van de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, met uitzondering van de personen bedoeld onder 1° en 2° van de eerste lijst en onder 1° van de tweede lijst.

Is het de bedoeling van de Regering, aan de kandidaten die bij de rijkswacht een dienstverbintenis wensen aan te gaan de voordelen te verlenen welke deze wet verleent betreffende de vaststelling van de maximum leeftijd aan de kandidaten voor betrekkingen bij de openbare besturen, dan moeten de bepalingen van artikel 1, § 4, a, i, ii, iii, worden geschrapt, daar artikel 8 van hogergenoemde wet aan deze categorieën van kandidaten geen verhoging van de leeftijdsgrens toestaat.

+

+ +

Daar de Regering slechts voor bepaalde categorieën van personen de leeftijdsgrens wenst te verhogen, kan de opsomming in artikel 1, § 4, van het ontwerp

.../...

vereenvoudigd worden; een gedeelte van b, de letter c, en de letter d (i), kunnen tot één algemene formule versmolten worden.

De Raad van State stelt een tekst voor waarin met deze opmerking rekening wordt gehouden.

+
+ +

Dit artikel 1, § 4, bepaalt dat voor de verhoging van de leeftijdsgrens in aanmerking komen onder meer : "de politieke gevangene en de Belg die, hoewel niet gemobiliseerd, gedurende de oorlog, erkende daden van buitengewone burgertoewijding heeft verricht ". Het is dus niet voldoende politiek gevangene te zijn, men dient bovendien "daden van buitengewone burgertoewijding te hebben verricht", terwijl hetzelfde artikel nochtans dezelfde verhoging toestaat aan de werkweigerars en de weggevoerden voor verplichte tewerkstelling, zonder van hen iets meer dan de erkenning dezer hoedanigheid te eisen.

Wil de Regering een soortgelijke bepaling uitvaardigen als in de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, dan kan zij de politiek gevangene geen grotere eisen stellen dan deze wet; krachtens deze laatste is het immers voldoende erkend politiek gevangene te zijn om op de tweede lijst te worden ingeschreven.

.../...

De Raad van State stelt een tekst voor waarin met deze opmerking rekening wordt gehouden.

IV.

Volgens artikel 5, § 1, 3°, bepaalt de Minister van Landsverdediging "de graad met dewelke de candidaat bij de rijkswacht wordt opgenomen of heropgenomen".

De Raad van State is van advies dat de artikelen 118, 120 en 124 van de Grondwet een dergelijke delegatie bezwaarlijk toelaten.

Dat de Regering dit heeft begrepen, blijkt hieruit, dat zij in artikel 3 van het ontwerp van wet tot vaststelling van het statuut van het lager personeel der rijkswacht de graden bepaalt waarmee de kandidaten zullen worden toegelaten ; zij heeft evenwel nagelaten de graden te bepalen die zullen toegekend worden aan de gewezen leden van het lager personeel die een nieuwe dienstverbintenis aangaan.

Vooraleer dit statuut door het Parlement goedgekeurd wordt, zou men in dit ontwerp een artikel moeten invoegen, dat het bepaalde bij artikel 3 van het ontwerp van wet overneemt en het aanvult met een bepaling betreffende de gewezen leden van het lager personeel. De Raad van State stelt een tekst voor die met de bedoeling van de Regering rekening houdt.

.../...

De Raad van State is van advies, dat artikel 3 van het ontwerp van wet tot vaststelling van het statuut van het lager personeel der rijkswacht dient aangevuld te worden met een bepaling waarin het geval van de wederdienstneming van gewezen leden van het lager personeel wordt behandeld.

OPMERKINGEN BETREFFENDE DE BIJLAGEN.

Bijlage 1.

"Tabel der ziekten en lichaamsgebreken die aanleiding geven tot ongeschiktheid voor de dienstneming bij het rijkswachtkorps ".

De Raad van State is van advies dat het niet nodig is, de tabel geheel af te drukken; men kan volstaan met te verwijzen naar bijlage I van het koninklijk besluit van 3 September 1952 en enkel die bepalingen te geven die er van afwijken. Onder dit voorbehoud, zijn bij bijlage I volgende opmerkingen te maken:

I. Gemis van overeenstemming tussen beide teksten.

De volzin die in het eerste lid van de Algemene Opmerkingen aanvangt met de woorden "Ze mogen op het ogenblik ..." zou beter een plaats krijgen tussen het tweede en het derde lid.

.../...

Onder nr 8, Franse tekst, moet "de la conjonctive" gevolgd worden door een komma.

Onder nr 31, Franse tekst, van de nadere instructies schrijve men "160 mm " in plaats van "16 mm ", en "le maximum et le minimum" in plaats van "le maxima et le minima".

Onder nr 32, Nederlandse tekst, schrappe men de woorden : "volumineuse en".

Onder nr 42 van de nadere instructies, Franse tekst, in fine, moet "bursites" gevolgd worden door "etc.".

Onder nr 43, Nederlandse tekst, schrijve men : "Anatomisch of onherstelbaar functioneel verlies van ...". In hetzelfde nummer van de Franse tekst schrappe men de komma's vóór en na het woord "irréremédiable".

Onder nr 44, tweede lid, vervange men "verlies" door "gemis". In het derde lid schrijve men "volledig verlies of verlies van twee vingerleden van een der drie laatste vingers der rechterhand".

Onder nr 53, Nederlandse tekst, van de nadere instructies, moeten de woorden "ten zeerste" worden geschrapt.

In de Franse tekst ware het wenselijk "gênant" in de plaats te stellen van "compromettant".

.../...

Onder nr 59, Nederlandse tekst, voege men het woord "lymphademie" in na "leukaemie".

II. Opmerkingen betreffende de vorm.

Onder nr 4 van de Nederlandse tekst schrijve men "imbeciliteit".

In de instructie betreffende dit nummer schrijve men "welke ook de duur er van geweest is".

Onder nr 33, Franse tekst, van de nadere instructies schrijve men "... malgré l'exercice d'un métier fatigant".

Onder nr 62, Franse tekst, van de nadere instructies, vervange men het bijvoeglijk naamwoord "musculaire" door het zelfstandig naamwoord "musculature".

+

+

+

.../...

Bijlage II.

In de "onderrichtingen" die voorkomen op het vers~~o~~ van bijlage II, de laatste regel van (1), leze men : "22 dier wetten" in plaats van "32 dier wetten".

VOORGESTELDE TEKST.

KONINKLIJK BESLUIT BETREFFENDE DE DIENSTNEMINGEN EN WEDERDIENSTNEMINGEN BIJ DE RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op het besluit van de Souvereine Vorst van 26 October 1814 tot oprichting van een korps der marechaussee;

Gelet op het besluit van de Souvereine Vorst van 30 Januari 1815 houdende reglement op de politie, de tucht en de dienst der marechaussee ;

Gelet op het besluit van het Voorlopig Bewind van 26 December 1830, namelijk op artikel 8;

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.-VOORWAARDEN WAARONDER EEN DIENSTVERBINTENIS OF NIEUWE DIENSTVERBINTENIS KAN WORDEN AANGEGAAN.

Artikel 1.-

Om een dienstverbintenis te kunnen aangaan, moet de candidaat :

- 1° Belg zijn;
- 2° ten minste 21 en ten hoogste 30 jaar oud zijn;
- 3° de werkelijke diensttijd volbracht hebben of op enige andere dan lichamelijke grond niet gehouden zijn geweest hem te volbrengen;
- 4° vrij zijn van de ziekten en lichaamsgebreken vermeld in de tabel als bijlage I bij dit besluit gevoegd;
- 5° geslaagd zijn voor een toelatingsexamen, bestaande uit lichamelijke, wetenschappelijke en psychotechnische gedeeltes, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma en de modaliteiten bepaalt;
- 6° van onberispelijk gedrag en zeden zijn, de achtbaarheid vereist van een lid van de rijkswacht bezitten en tot een fatsoenlijk en algemeen geacht milieu behoren;
- 7° bij voorkomend geval, als militair dienen of gediend hebben tot algehele voldoening van zijn meerderen.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. In afwijking van artikel 1, 2°, wordt de grensleeftijd vastgesteld op 25 jaar voor de ongehuwde kandidaat die niet effectief een werkelijke dienstdiensttijd heeft volbracht, ten minste gelijk aan die welke geldt voor de dienstplichtigen van zijn klasse, alsmede voor de gehuwde kandidaat.

§ 2. In afwijking van artikel 1, 2°, wordt de grensleeftijd op 35 jaar vastgesteld voor :

1° het op 10 Mei 1940 minderjarig kind :

- a) van een Belgisch militair of een weerstander die tijdens de krijgsverrichtingen gesneuveld is of die gestorven is hetzij ingevolge in de strijd opgelopen verwondingen, hetzij ingevolge ziekten opgedaan of verergerd door de in oorlogstijd volbrachte militaire dienst;
- b) van een Belg die door de vijand werd terechtgesteld, van een krijgsgevangene, van een politiek gevangene of van een gedeporteerde die tijdens of ingevolge zijn internering of deportatie omgekomen is;
- c) van een Belg die wegens zijn vaderlandse houding door aanhangers of agenten van de vijand vermoord werd;

2° de Belg die tussen 27 Augustus 1939 en 8 Mei 1945 in het leger of in een der geallieerde strijdkrachten heeft gediend;

.../...

- 3° het lid van de weerstand;
- 4° de politiek gevangene;
- 5° de Belg die, hoewel niet gemobiliseerd, gedurende de oorlog erkende daden van uitzonderlijke burger-toewijding heeft verricht;
- 6° de werkweigeraar;
- 7° de voor verplichte tewerkstelling gedeporteerde Belg.

Artikel 3.-

De kandidaat wie het bij bijzondere wets- of reglementsbepalingen werd toegestaan vóór de leeftijd van 21 jaar dienst te nemen, moet bij zijn dienstverbintenis een getuigschrift overleggen dat hem door de burgemeester is afgegeven en waarvan het model als bijlage II bij dit besluit is gevoegd.

Dat getuigschrift mag niet dagtekenen van meer dan twee maanden vóór de overlegging er van.

Bij voorkomend geval geeft de burgemeester aan de belanghebbende een verklaring af waarin vermeld worden de omstandigheden die de afwezigheid van optreden van de niet-overleden vader of moeder rechtvaardigen.

Artikel 4.-

In afwijking van artikel 1, 3°, kan de kandidaat dienst nemen zonder zijn werkelijke dienstdtijd

.../...

te hebben volbracht of zonder vrijlating op morele grond te hebben genoten, zodra hij geslaagd is voor het toelatingsexamen van de Koninklijke Militaire School of voor het letterkundig en wetenschappelijk gedeelte van het examen van onderluitenant-leerling langs het kader.

Artikel 5.-

Om een dienstverbintenis als hoofsmid te kunnen aangaan, moet de candidaat :

- 1° voldoen aan de voorwaarden, bij artikel 1, 1°, 3°, 4°, 6° en 7° gesteld;
- 2° ten minste 21 en ten hoogste 35 jaar oud zijn;
- 3° slagen voor een toelatingsexamen over beroepskennis, waarvan de Minister van Landsverdediging het programma en de modaliteiten bepaalt;
- 4° een diploma van hoofsmid bezitten, afgegeven door een door de Staat erkende school voor hoofsmederij.

Artikel 6.-

Om een nieuwe dienstverbintenis te kunnen aangaan, moet het lid van het lager personeel der rijkswacht in werkelijke dienst :

- 1° voldoen aan de voorwaarden, bij artikel 1, 1° en 6°, gesteld;
- 2° tot algehele voldoening van zijn meerderen dienen.

.../...

Artikel 7.-

Om een nieuwe dienstverbintenis te kunnen aangaan, moet het gewezen lid van het lager personeel der rijkswacht :

1° voldoen aan de voorwaarden bij artikel 1, 1°, 3°, 4° en 6° gesteld;

2° ten hoogste 35 jaar oud zijn;

3° tot algehele voldoening van zijn meerderen van de rijkswacht hebben gediend.

Artikel 8.-

Gewezen leden van het lager personeel der rijkswacht en der krijgsmacht, die op ancienniteitspensioen zijn gesteld of wegens reform zijn afgedankt, kunnen geen dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis meer ondertekenen.

Artikel 9.-

§ 1. De kandidaten die dienst nemen, worden opgenomen in de hoedanigheid van rijkswachter. De militairen of gewezen militairen die in de krijgsmacht tot onderofficier waren benoemd, worden echter opgenomen in de hoedanigheid van wachtmeester tweede klasse of van brigadier, naargelang zij al dan niet ten minste twee jaar werkelijke dienst hebben volbracht sinds hun benoeming tot onderofficier.

.../...

§ 2. De gewezen leden van het lager personeel der rijkswacht die gemachtigd zijn een nieuwe dienstverbintenis aan te gaan, worden opgenomen met de graad die zij bekleedden op het tijdstip dat zij met onbepaald verlof werden gezonden.

Voor de ancienniteit in deze graad nemen zij rang op de dag van hun nieuwe dienstverbintenis; waren zij echter candidaat-keurgegradueerde, dan worden zij gerangschikt na de leden van het personeel die voor het examen van candidaat-keurgegradueerde geslaagd zijn.

Artikel 10.-

De Minister van Landsverdediging wijst de rijkswachtoverheden aan die de dienstverbintenissen en nieuwe dienstverbintenissen in ontvangst nemen.

Hij bepaalt het model er van alsmede de duur der dienstverbintenissen of nieuwe dienstverbintenissen.

Artikel 11.-

Vóór de dienstneming of vóór de nieuwe dienstneming van een gewezen lid van het lager personeel, doet de commandant van de rijkswacht een onderzoek instellen betreffende de achtbaarheid, de zedelijkheid en het verleden van de candidaat alsmede betreffende de achtbaarheid van zijn familie.

.../...

HOOFDSTUK II.- VOORWAARDEN TOT VERBREKING.Artikel 12.-

De vrijwilliger die dienst neemt vooral eer hij de leeftijd van 18 jaar heeft bereikt, bekomt van de commandant van de rijkswacht de verbreking van zijn dienstverbintenis zo hij daartoe binnen drie maanden na de dienstneming een schriftelijke aanvraag indient.

Artikel 13.-

Voor zover het met de behoeften van de organisatie van de rijkswacht te verenigen is, kan de Minister van Landsverdediging op aanvraag van de belanghebbenden, in buitengewone gevallen waarover hij oordeelt, hun dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbreken.

Artikel 14.-

In de hiernavermelde gevallen verbreekt de commandant van de rijkswacht zonder opzegging de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis :

- 1° verlies van de hoedanigheid van Belg;
- 2° veroordeling tot een criminele straf;
- 3° veroordeling tot een of meer correctionele straffen, uitgesproken bij één of meer vonnissen of arresten, indien deze straffen niet voorwaardelijk zijn en samen belopen :

.../...

- a) drie maanden gevangenisstraf wegens wanbedrijf tegen de veiligheid van de Staat, diefstal, misbruik van vertrouwen, oplichting, afpersing, aanslag op de eerbaarheid, verkrachting, misdrijven omschreven in de artikelen 379 tot 386 van het Strafwetboek;
- b) zes maanden gevangenisstraf wegens alle andere misdrijven tegen de strafwetten;

4° militaire afstraffing;

5° de beroving van graad bij vonnis uitgesproken;

6° volledige of gedeeltelijke, levenslange of tijdelijke ontzetting van de rechten bedoeld bij artikel 123 sexis van het Strafwetboek.

Artikel 15. -

§ 1. De commandant van de rijkswacht kan, te allen tijde, met opzegging de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbreken van een lid van het lager personeel:

1° wiens gedrag of wijze van dienen slecht is;

2° van wie hij de beroepsongeschiktheid vaststelt;

3° wiens rendement onvoldoende is;

4° dat blijkt geeft van gevoelens die met de staat van lid van de rijkswacht onverenigbaar zijn;

5° dat aan de bij artikel 1, 6°, gestelde voorwaarden niet langer voldoet.

.../...

Wanneer echter de verbreking een onder-officier betreft, wordt zij door de Minister van Landsverdediging uitgesproken.

§ 2. De opzeggingstermijn kan door de Minister van Landsverdediging verkort of weggelaten worden, onverschillig of er al dan niet een voorstel van de commandant van de rijkswacht is, zo het in dienst houden van de betrokkene een gevaar oplevert voor de tucht of de goede gang van de dienst.

§ 3. De opzeggingstermijn gaat in bij het verstrijken van de maand waarin de opzegging plaats vindt.

De dienstverbintenis of de nieuwe dienstverbintenis die ten einde loopt eer de opzeggingstermijn is verstreken, wordt ambtshalve verlengd tot afloop van gezegde termijn.

Het lid van het lager personeel wiens dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbroken is, kan schriftelijk van het voordeel van bedoelde opzegging afstand doen.

Artikel 16.-

De Minister van Landsverdediging kan, onder de voorwaarden en om de redenen in de artikelen 14 en 15 bepaald, de dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis verbreken.

.../...

Artikel 17.-

Wanneer aan een lid van het lager personeel geen toelating wordt gegeven om een nieuwe dienstverbintenis aan te gaan, wordt daarvan door de commandant van de rijkswacht uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de lopende dienstverbintenis of nieuwe dienstverbintenis schriftelijk kennis gegeven.

Wanneer het een onderofficier betreft, komt de beslissing aan de Minister van Landsverdediging toe.

Artikel 18.-

In oorlogstijd kunnen dienstverbintenissen of nieuwe dienstverbintenissen niet verbroken worden.

Zij worden van rechtswege verlengd tot de dag door de Minister van Landsverdediging vastgesteld en uiterlijk tot de dag bepaald voor het op vredesvoet brengen van het leger.

Artikel 19.-

Het lid van het personeel dat om gezondheidsredenen niet in staat is verder te dienen en, wat de ancienniteit betreft, niet aan de wettelijke voorwaarden voldoet om uit dien hoofde een pensioen te genieten, wordt wegens reform afgedenkt volgens de geldende reglementering.

.../...

Artikel 20.--

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

,

.

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs :	J.SUETENS,	premier président du	président,
		Conseil d'Etat,	
de Heren :		eerste-voorzitter van	voorzitter,
		de Raad van State,	

M.SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G.VAN BUNNEN, raadsheren van State,

J.VAUTHIER,	assesseurs de la section
	de législation,
P.ANSIAUX,	bijzitters van de afde-
	ling wetgeving,

G.PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
	adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la	De overeenstemming tussen
version française et la version	de Franse en de Nederlandse
néerlandaise a été vérifiée	tekst werd nagezien onder toe-
sous le contrôle de M.VAN BUNNEN.	zicht van de H.VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,	LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
(signé) G.PIQUET.	(signé) J.SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.
uitgifte afgeleverd aan de H.Minister

Le	1953.	De	1953.
----	-------	----	-------

Le Greffier du Conseil d'Etat,	De Griffier van de Raad van State,
--------------------------------	------------------------------------